



Taille des caractères: A A A

Chroniques de Trends-Tendances

La démocratie en entreprise : possible, souhaitable, inévitable ?

18/12/2009 15:08

On entend régulièrement dire que les entreprises ne sont pas des démocraties et que c'est heureux : la nécessité d'y prendre des décisions rapides, multiples et complexes s'accommoderait le plus souvent mal du processus de délibération démocratique, long et fastidieux. Faut-il pour autant en conclure que «plus de démocratie au travail» serait inévitablement dangereux pour nos entreprises, minant flexibilité et efficacité ? Rien n'est moins sûr selon Isabelle Ferreras, chercheur qualifié du FNRS à l'UCL et *senior research associate* à Harvard, spécialisée en organisation du travail. A l'occasion du dernier séminaire en date de Philosophie & Management, Isabelle Ferreras a partagé le fruit de ses années d'études de terrain, en entreprises, qui la stimulent à affirmer que plus de démocratie en entreprise est non seulement inévitable à terme mais également souhaitable et possible (1).

Inévitable ? Le secteur des services représente aujourd'hui 70 % de l'emploi. Dans ce secteur, l'importance croissante du client n'a pas seulement contribué à transformer en profondeur depuis quelques décennies les processus et l'organisation du travail. Elle a aussi importé subrepticement dans l'entreprise des attentes de justice démocratique typiques à la sphère publique. En effet, dans la sphère publique, les clients sont des citoyens, égaux en droit et en dignité, participant à des degrés divers, et au minimum à l'occasion des élections, aux décisions qui organisent la société dans laquelle ils vivent. De même, Ferreras montre que les salariés aspirent aujourd'hui au statut de citoyens au sein même des entreprises. Ils contestent de plus en plus le régime d'interaction domestique où les égards dus aux personnes sont subordonnés à leur position statutaire. Hormis quelques entreprises innovantes, ce régime domine pourtant aujourd'hui dans les entreprises. Pour combien de temps encore ?

Souhaitable ? Contrairement à ce que la théorie économique libérale pourrait laisser croire, le travail n'est pas seulement un instrument ayant pour but une compensation salariale. Le travail est aussi un moyen de s'exprimer et de donner du sens à sa vie : être inclus dans le tissu social, se sentir utile à la société, être autonome dans sa capacité à mener sa vie et faire un travail intéressant. Dans ce cadre, notre rapport au travail est aussi pétri de nos conceptions évolutives de ce qui est juste dans les relations de travail. Le respect de ces conceptions est dès lors un élément important pour assurer la motivation du personnel. Les études de Ferreras relatives à la détermination des horaires de travail des caissières d'un supermarché montrent ainsi que la mise en place d'un système participatif, démocratique, est souhaitable autant pour les employés que pour l'employeur : il permet de réduire l'absentéisme et augmente la motivation par la réconciliation de la vie professionnelle et de la vie privée des employés, la rencontre de leurs attentes de reconnaissance et le respect de leurs conceptions de la justice au travail. En outre, à l'heure de la société de services, le sens et le devenir du projet démocratique se jouent plus que jamais sur le terrain du travail. La promotion de processus de décisions démocratiques dans l'entreprise renforce donc la légitimité du projet démocratique de la société dans son ensemble. N'est-ce pas là un bénéfice sociétal non négligeable et hautement souhaitable ?

Possible ? Pour permettre à tous les employés de donner le meilleur d'eux-mêmes, comment dès lors gérer les rapports de pouvoir au sein des entreprises ? Pour ce faire, Ferreras propose d'instaurer le «bicaméralisme économique», c'est-à-dire de mettre en place au côté du CA, porté par les investisseurs en capital et garant de leur intérêt, une chambre du travail, portée par les salariés, les investisseurs en travail. Dans un tel système, le comité exécutif serait élu par les deux chambres, avec une majorité dans chacune d'elles (ce en quoi le bicaméralisme se différencie fondamentalement de la *Mit-Bestimmung* allemande). Un tel modèle paritaire au niveau de l'entreprise complèterait l'architecture des relations sociales au niveau sectoriel et interprofessionnel et pourrait être répliqué aux différents niveaux de pouvoir (site, région, pays, international) pour faire vivre la démocratie en entreprise à tous les niveaux. Bien sûr cela n'impliquerait pas que toutes les décisions relatives à la gestion quotidienne soient prises par les deux chambres, pas plus que le gouvernement d'un pays ne doit soumettre tous ses actes aux deux chambres législatives, sans quoi l'entreprise ne serait plus gérable. Par contre, en transformant les conseils d'entreprise en une véritable chambre du travail, ne réussirions-nous pas à dépasser certains blocages à la bonne gestion des entreprises ?

Quoi qu'il en soit, Ferreras souligne l'analogie avec l'histoire politique : toutes les transitions démocratiques sont passées par le bicaméralisme. L'entreprise de demain deviendra-t-elle dès lors, outre un véhicule de création de richesses matérielles, une institution soutenant et renforçant la démocratie ?

(1) Voir son livre *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*, Paris, Presses de sciences po, 2007. Et un livre à paraître sur son idée de «bicaméralisme économique».

Plus d'articles sur:

trends-tendances - opinion - laurent hublet - laurent ledoux - philosophie et management

Les grands titres de l'actualité

Entreprises

(Toute l'info via votre GSM ou votre portable ? Rendez-vous sur m.trends.be)

- General Motors veut entrer en Bourse «d'ici au 10 juillet» - 10:13
- Exclusif : Philippe Lhomme lance une OPA sur Deficom - 19/12
- GM arrête les discussions sur la vente de Saab et va "démanteler" la marque - 18/12
- » Plus d'entreprises

Finances

- Dexia aux Etats : «Nous avons des fourmis dans les jambes !» - 09:51

- Bulles spéculatives : après l'immobilier, les matières premières ? - 09:44
- Investir en ligne : «Préférez les brokers spécialisés !» - 17/12
- » Plus finances
- Politique
- Pouvoirs publics mauvais payeurs : «Il faut les sanctionner davantage !» - 18/12
- 175 millions d'euros de la Flandre à son secteur automobile - 18/12
- En France, lutter contre la fraude fiscale vaut bien un incident diplomatique... - 17/12
- » Plus politique
- High-Tech
- «Sony Ericsson veut 10% du marché belge des GSM» - 17/12
- Sony gagne-t-il (enfin) de l'argent sur chaque PS3 vendue ? - 15/12
- La pub en ligne sauvée par les moteurs de recherche - 15/12
- » Plus high-tech
- People
- Bank of America a trouvé son nouveau patron - 17/12
- Ben Bernanke, «personnalité de l'année» - 16/12
- Qui est Walter Borst, nouveau président du conseil de surveillance d'Opel ? - 15/12
- » Plus people
- Immo
- Home Invest investit 14 millions d'euros à Louvain - 10:00
- Police fédérale : quand Dexia écrit in extremis au Premier ministre... - 18/12
- Les banques sourient, le bâtiment attend - 18/12
- » Plus Immo
- Bizz
- Edgard Vermeersch, premier Bizz Leader of Tomorrow - 03/12
- Même Peter Leyman a eu des soucis - 02/12
- Même Stéphane Vermeiren a eu des soucis - 05/11
- » Plus Bizz

Liens intéressants de A à Z

50 Plus
 Auto
 Beauté
 Club Media
 Construire
 Culture
 Design
 Divertissement

Economie
 Emploi
 Emploi en finance
 Finance
 Finances personnelles
 Fiscalité
 High-tech
 Immo

IT & Télécom
 Lifestyle
 Mode
 Nouvelles Belgique
 Nouvelles Europe
 Nouvelles Monde
 Petites Annonces
 Restaurants

Science
 Sport
 Trends Immo
 Trendstop

Voyage